2027 INTERMAT.

PARIS

21-24 AVRIL 2027

#durabilité

Aux candidates et candidats à l'élection présidentielle : faire des chantiers durables une priorité nationale

La France ne pourra pas réussir sa transition écologique, moderniser ses infrastructures, réindustrialiser ses territoires, rénover son patrimoine et répondre aux besoins de logement, de mobilité et d'aménagement sans une filière construction forte, compétitive et capable d'investir.

C'est la conviction portée par le salon INTERMAT, rendez-vous de référence des matériels, équipements et solutions pour la construction et les infrastructures, dont la prochaine édition se tiendra du **21 au 24 avril 2027 à Paris Nord Villepinte**. Organisé à un moment particulièrement charnière de la vie démocratique française, INTERMAT 2027 sera aussi un lieu de débat, de démonstration et de dialogue sur les conditions concrètes de transformation des chantiers. Il réunira à cette occasion 1 200 exposants et 150 000 visiteurs. 130 pays y seront représentés.

Depuis plusieurs années, notre filière s'est structurée pour parler d'une seule voix. Les organisations qui la représentent, **C-MAT, EVOLIS, DLR, la Fédération Nationale des Travaux Publics, UMGO-FFB**, ont engagé un travail commun autour des enjeux de durabilité économique, environnementale et sociétale. Cette dynamique s'est notamment traduite par la création de CINERGIC, consortium dédié aux énergies de chantier, qui a permis de faire émerger des réponses collectives sur l'électrification, les biocarburants, l'accès à l'énergie, les aides financières et les conditions réelles de décarbonation des équipements.

Le constat est aujourd'hui clair : les solutions existent, mais leur passage à l'échelle reste conditionné à des choix publics forts. Les matériels électriques se développent, mais leur coût reste élevé. Les biocarburants, notamment le HVO, peuvent décarboner une partie du parc thermique existant, mais leur déploiement dépend d'un cadre fiscal stable. La commande publique peut créer un marché pour les chantiers bas carbone, mais encore faut-il que les exigences soient claires, mesurables et applicables. Les entreprises sont prêtes à investir, mais elles ont besoin de visibilité. Les métiers se transforment, mais la filière doit pouvoir attirer, former et fidéliser davantage de talents.

C'est pourquoi nous publions, en amont d'INTERMAT 2027, **10 propositions pour accélérer la transformation concrète des chantiers**. Elles portent sur la commande publique, l'investissement dans les équipements bas carbone, l'accès à l'énergie, le financement de la transition, les certificats d'économies d'énergie, la fiscalité du HVO, la stratégie multi-énergies, les compétences et l'intelligence artificielle appliquée aux chantiers.

Ces propositions ne relèvent pas seulement de l'organisation interne de la filière. Elles appellent des décisions publiques. Elles concernent directement l'État, le Parlement, les collectivités, les grands maîtres d'ouvrage publics, les politiques de formation, les outils fiscaux et les dispositifs de financement. Elles amènent une question simple, que nous souhaitons poser à l'ensemble des candidates et candidats à l'élection présidentielle : **quelle place souhaitez-vous donner à la filière construction dans le prochain quinquennat ?**

Nous invitons donc chaque candidate et chaque candidat à se positionner sur ces 10 propositions et à nous transmettre ses réponses **d'ici au mois de décembre 2026**. Ces contributions seront rendues publiques avant le salon et diffusées à l'ensemble des exposants, des entreprises, des organisations professionnelles partenaires et des acteurs institutionnels mobilisés autour d'INTERMAT courant février 2027.

Les candidates et candidats qualifiés pour le second tour, ou leurs représentants, seront également invités à venir présenter leur programme et leurs engagements devant la filière à l'occasion d'**INTERMAT 2027, du 21 au 24 avril 2027 à Paris Nord Villepinte**.

À travers cette démarche, notre objectif n'est pas d'interpeller les candidats sur un sujet sectoriel de plus. Il est de rappeler une évidence : les chantiers sont au cœur des grandes transformations du pays. Derrière chaque infrastructure, chaque ligne de transport, chaque réseau énergétique, chaque rénovation, chaque ouvrage public, il y a des femmes, des hommes, des entreprises, des matériels et des technologies qui rendent concrètement possible l'action publique.

Réussir la transition des chantiers, c'est donc réussir une part essentielle de la transition du pays. C'est à cette ambition que nous appelons les candidates et candidats à répondre.

Olivier Saint-Paul, Président de C-MAT
Fabien Vincentz, Président d'EVOLIS
Philippe Cohet, Président de DLR
Alain Grizaud, Président de la Fédération Nationale des Travaux Publics
Sébastien Ramé, Président de l'UMGO-FFB
Guillaume Schaeffer, Directeur d'INTERMAT

INTERMAT 2027

PARIS

21-24 AVRIL 2027

#durabilité

10 propositions pour accélérer la transformation des chantiers

Ces 10 propositions poursuivent un objectif simple :

Faire passer la transition des chantiers du stade des solutions disponibles à celui du déploiement massif.

Elles appellent des décisions publiques concrètes sur la commande publique, l'investissement, l'énergie, la fiscalité, la formation et l'innovation, afin de permettre à la filière construction de contribuer pleinement à la transformation écologique, industrielle et territoriale du pays.

1 | Favoriser une commande publique "chantier bas carbone"

Encourager le recours dans les **marchés publics de travaux** à des exigences **standardisées, claires, mesurables et opérationnelles** favorisant l'utilisation de matériels électriques, de carburants bas carbone, d'équipements à faibles émissions et de solutions réduisant les nuisances pour les riverains comme pour les équipes, en s'appuyant sur des **outils** reconnus, partagés et robustes, adaptés aux réalités des TPE/PME.

2 | Former les maîtres d'ouvrage publics aux chantiers durables

Mettre en place un **programme national d'accompagnement des acheteurs publics**, collectivités, établissements publics et grands maîtres d'ouvrage afin de **traduire les objectifs environnementaux** dans les pièces de marché, avec des exigences applicables, comparables et adaptées aux réalités opérationnelles des chantiers.

3 | Intégrer l'accès à l'énergie dès la conception des chantiers publics

Faire de la logistique énergétique un **élément obligatoire de préparation** des grands marchés publics de travaux : raccordement, puissance disponible, recharge, batteries mobiles, alimentation temporaire, stockage et articulation entre les différentes solutions énergétiques.

4 | Renforcer les aides à l'acquisition d'engins électriques et bas carbone

Amplifier les **dispositifs publics** de soutien à **l'investissement** dans les **matériels électriques** et bas carbone, en ciblant prioritairement les PME, les loueurs et les distributeurs de matériels et les entreprises de travaux, pour compenser le surcoût initial qui freine aujourd'hui le passage à l'échelle et accélérer le renouvellement du parc vers les matériels les plus performants et les moins émissifs.

5 | Financer les infrastructures de recharge et le rétrofit

Ne pas limiter les aides aux machines neuves : intégrer systématiquement dans les dispositifs de soutien les bornes de recharge, les batteries mobiles, les solutions d'alimentation de chantier et les opérations de rétrofit lorsque celles-ci sont **techniquement, économiquement et environnementalement pertinentes.**

6 | Créer un dispositif de certificats d'économies d'énergie pour les engins mobiles non routiers

Étendre les **mécanismes d'incitation existants** au segment des engins de chantier et matériels mobiles non routiers, aujourd'hui moins accompagné que le transport routier, afin de **financer durablement** les économies d'énergie, l'écoconduite, l'électrification et les solutions bas carbone.

7 | Stabiliser le cadre fiscal du HVO

Mettre en place une **fiscalité incitative, lisible et stable** pour le HVO, afin d'en faire l'une des solutions immédiatement mobilisables pour **réduire les émissions** du parc existant, une solution de transition crédible pour les engins moyens et lourds déjà en circulation, lorsque l'électrification n'est pas adaptée aux usages, aux puissances ou aux contraintes de chantier.

8 | Reconnaître une stratégie multi-énergies pour les chantiers

Inscrire dans les politiques publiques que la décarbonation des chantiers ne peut pas reposer sur une énergie unique, mais sur un **mix adapté aux usages :** électrique pour certains équipements, biocarburants pour certains engins thermiques, hydrogène pour des usages spécifiques, hybridation, maintenance, sobriété d'usage et écoconduite.

9 | Lancer un plan national compétences pour les métiers des chantiers durables

Renforcer les compétences des salariés sur les nouvelles techniques afin d'**accélérer la transformation** des chantiers : formation aux nouveaux équipements, à la sécurité, à l'écoconduite, à la maintenance et aux outils numériques. Développer **l'alternance, les reconversions, la féminisation**, afin de répondre aux tensions de recrutement et de rendre plus visibles des métiers modernes, qualifiés, utiles et ancrés dans les territoires.

10 | Créer un programme "IA et données de chantier"

Soutenir la **structuration et la capitalisation des données de chantier**, notamment dans les grands projets publics, afin de développer des usages concrets de l'**intelligence artificielle** : maintenance prédictive, optimisation des plannings, analyse des normes, suivi des projets, sécurité des opérations et réduction des imprévus.